

Cet article s'appuie à la fois sur une expérience professionnelle de plusieurs années dans des organismes de logement social et sur ma thèse en cours qui s'intitule « Logement social et nouvelles pratiques artistiques ».

Les bailleurs et les villes s'impliquent désormais dans le soutien à des projets artistiques et peuvent voir ces projets comme une façon complémentaire de pacifier les quartiers en insufflant une dimension éthique dans les relations avec les habitants et la dimension curative de l'art devient partie prenante du projet urbain et social.

Pascal Tozzi soulignait le fait que le projet ne pouvait qu'être social, culturel et socioculturel, j'ajouterai qu'il sera, à l'avenir, sans doute aussi artistique.

Les nouvelles pratiques artistiques partagent avec les projets d'animation socioculturelle certains enjeux, des territoires et impliquent les porteurs. Elles sont supposées répondre aux questions du « vivre ensemble » et du « lien social », en insistant sur la participation, le processus démocratique et l'accompagnement des « montées en connaissance » des habitants.

Elles ouvrent un espace de participation informel dans lequel habitants et acteurs peuvent devenir porteurs, et où l'espace politique et professionnel est bousculé, reconfiguré. Dans les quartiers où l'on observe un croisement de ces champs, quelle place les acteurs ont-ils en amont du projet urbain ?

Ces pratiques sont démultiplicatrices d'initiatives sous des formes nouvelles ; elles font appel à des ressources et des compétences mêlées et impliquent des habitants.

Pourquoi et comment certaines pratiques artistiques sont-elles vues comme susceptibles de mobiliser les citoyens, les artistes et les autres acteurs sur des questions ayant trait au « vivre ensemble » ?

Dans quelle mesure ces projets ouvrent-ils de nouvelles scènes et formes de participation ? Comment se partagent les nouvelles expertises et pour quelles légitimités ?

Je m'appuierai sur l'observation et l'analyse de terrains¹ qui convergent vers des problématiques que soulèvent les travailleurs socioculturels concernant **les conceptions et les pratiques de participation et les effets de la participation sur les habitants**.

Les études en question portent principalement, d'une part, sur le projet *8^e Art*, et d'autre part, sur une programmation urbaine et artistique sur la Promenade Lénine, récemment à Vaulx-en-Velin, mais j'évoquerai certains autres projets comme *Trans 305* de Stefan Shankland à Ivry sur Seine ou *Prenez Racines !*, dans le 8^e arrondissement à Lyon.

8^e Art est un projet porté par le bailleur GrandLyon Habitat qui a débuté en 2007. Il consiste en la création de 10 œuvres d'art contemporain sur le boulevard des Etats-Unis, dans le 8^e

¹ *8^e Art*, projet de GrandLyon Habitat a débuté en 2007. Il consiste en la création de 10 œuvres d'art dans le 8^e arrondissement à Lyon. Il s'accompagne d'un lieu ressource pour l'art et la ville, de 10 ateliers d'artistes et d'un dispositif de médiation.

Le projet de Vaulx-en-Velin consiste en une étude urbaine interdisciplinaire entre une équipe d'urbanistes et des artistes, lancé en décembre 2012 qui accorde une attention particulière à une méthodologie interdisciplinaire tournée vers la participation.

arrondissement à Lyon : un lieu symbolique puisqu'il a accueilli les premiers HBM conçus par Tony Garnier. Le projet s'accompagne de la création de 10 ateliers d'artistes voulus comme des « fenêtres sur l'art » et lieux de médiation avec les habitants, au cœur du quartier et enfin d'un important dispositif de médiation via les politiques de la ville avec les acteurs socioculturels locaux.

L'étude de la Promenade Lénine, lancée en décembre 2012 est une étude entre urbanistes et artistes qui répond à un double enjeu méthodologique : sur l'interdisciplinarité et la participation habitante.

Le projet *TRANS 305* conçu par Stefan Shankland consiste à rendre visible la fabrique invisible de la ville en intervenant sur la ZAC du Plateau à Ivry sur Seine. Il y interprète artistiquement les modes de faire des acteurs du chantier.

Prenez racines ! de Thierry Boutonnier prend place dans un quartier du 8^e arrondissement de Lyon, en pleine restructuration urbaine, il s'agit de la mise en œuvre participative d'un composteur et d'une pépinière urbaine en vue de l'adoption d'arbres par les habitants.

1. Les différentes conceptions et pratiques de la participation du point de vue des acteurs

Le projet urbain subit de fortes transformations que ce soit au sein de son système d'acteurs ou bien dans les enjeux qu'il porte car dorénavant la participation est une donnée incontournable. L'idée de participation est ancienne, et bien que la dimension sociale, fasse apparaître le processus comme une illusion éthique (DONZELOT, 2012) : avec la démocratie participative appliquée aux projets urbains, on passe d'une expertise individuelle à une expertise collective (BACQUE, 2005 ; BIAU, 2009).

Avec un agenda 21 de la culture² qui prévoit « d'inviter les créateurs et les artistes à s'engager auprès des villes dans l'identification des problèmes et les conflits sociétaux, l'amélioration du 'vivre ensemble' »³, la tendance s'accélère⁴.

Comment l'idée de démocratie participative comme outil « magique » fait-elle désormais partie intégrante du projet artistique et urbain ?

La participation semble être devenue un « impératif » politique de la transformation urbaine (BLONDIAUX, SINTOMER, 2002) mais signifie-elle la même chose pour l'ensemble des acteurs ?

Pour les élus, elle se borne à un « taux d'implication » (POQUET, 2001) qui cantonne la participation à une vision quantitative, mesurable : « *il faudrait que les habitants soient présents sur un temps très long et un temps de réunion par exemple. La présence des habitants en réunion pour eux c'est quelque chose qui apparaît très important ! Ce qu'on leur dit c'est que les habitants participent autrement. En réunion, c'est pas un exercice simple, c'est pas un exercice sur lequel ils ont forcément envie d'être* »⁵. La réunion publique devient alors le lieu de l'action participative et citoyenne car « *on a l'impression que s'ils ne sont pas*

² « Culture 21, agenda 21 de la culture », Cités et gouvernements locaux unis, janvier 2008

³ Article 35 de l'Agenda 21 de la culture, 2004

⁴ Martine BOUCHIER, Séminaire Lieux et Enjeux : Vers une politique culturelle du chantier, ENSA PVS, décembre 2012

⁵ Entretien d'Aurélien BOUTENEGRE, coordinatrice Médiactif, décembre 2012

venus en réunion, ils ne sont pas acteurs»⁶. Les élus, qui ont le plus souvent une culture institutionnelle, sont ainsi loin des modèles de démocratie locale participative (ALINSKY, 1976, FREIRE, 2007), ainsi, lors de la réalisation de la fresque des Noirettes à Vaulx-en-Velin, le maire notait : *« je voudrais souligner la qualité de la participation des habitants à la conception de cette fresque. J'ai en mémoire la soirée au Planétarium où des dizaines d'habitants des Noirettes ont assisté à la présentation du projet »*⁷. Ainsi, participer c'est être là lors de la présentation du projet.

Par ailleurs, professionnels de la participation et travailleurs socioculturels n'ont pas les mêmes conceptions des formes de la participation, ni la même conception des savoirs citoyens et de leur mobilisation.

Les professionnels de la participation soit, appliquent, pour certains, les dispositions de la loi SRU, dans une logique de standardisation de l'ingénierie participative, la plupart du temps, ils peinent à mobiliser l'ensemble des savoirs citoyens et il se trouve bien souvent que certaines catégories sont sous-représentées, du fait de leur absence des dispositifs participatifs (NEZ, 2013).

Pour d'autres, ils revisitent, comme les travailleurs socioculturels des espaces de partage informels. *« C'est pas la présence ou non à une réunion qui va faire que l'habitant prend part au projet »* nous dit cette professionnelle. La participation se traduit davantage par une implication dans la vie locale par le biais associatif et le portage de projets.

Les animateurs mettent en garde contre les effets d'une sur-sollicitation des habitants qui finissent par se sentir dépossédés de leur droit à la parole. *« En ce moment, là, tout est focalisé sur les habitants ou les associations en leur faisant faire des réunions sans arrêt, des commissions de vie sociale, des commissions renouvellement quartiers, des commissions réunions publiques. En fait, ils sont sans arrêt sollicités pour donner leur avis mais (...) ça fait l'effet inverse parce que, nous ils nous le disent, ils saturent, et puis en plus ils font plein de choses, ils disent des choses, mais ils ne voient pas les résultats »*⁸.

La scène de la participation, nous l'avons vu, est plurielle, tant dans ses acteurs, dans ses formes que dans les savoirs mobilisés et leurs enjeux et ne concerne pas seulement les réunions publiques, mais des lieux et des temps plus informels (DEBOULET, 2010).

Ces différentes conceptions semblent peu conciliables sur le terrain et donnent lieu à des lectures brouillées voire des conflits et il est parfois difficile de trouver des passerelles entre les acteurs.

Ainsi, lors de la délimitation du périmètre d'étude du projet de Vaulx-en-Velin⁹, la directrice de la communication du bailleur ne comprenait pas pourquoi la Ville souhaitait intégrer certaines des polarités fortes du quartier. Elle a semblé découvrir que les locataires pouvaient être à la fois habitants, usagers ou simples chalands. Les individus ne sont pas vus en tant que citoyens, mais en tant qu'habitants assignés à un territoire délimité (BERTHELEU, NEVEU, 2005).

⁶ Id.

⁷ Bernard GENIN, maire de Vaulx-en-Velin, discours inaugural de la Fresque des Noirettes, 22 décembre 2010

⁸ Entretien d'Aurélien BOUTENEGRE, coordinatrice Médiactif, décembre 2012

⁹ Réunion préparatoire avec les partenaires pour le projet de Vaulx-en-Velin, Agence d'urbanisme de Lyon, juin 2012

Le président de l'office¹⁰ décrit 8^e Art comme « *une médiation vivante et proche des habitants, qui contribuera à rendre ces derniers acteurs du projet* », on peut toutefois se questionner sur ce qu'il entend par là alors que la médiation n'était initialement pas prévue et a connu des difficultés vis-à-vis du principal financeur, qui n'envisageait aucun accompagnement des œuvres. De même, on peut se demander ce que le terme d'acteur sous-tend, puisqu'il n'y a eu aucun temps de débat, alors qu'il s'agit d'un projet d'envergure qui va bouleverser le cadre de vie du quartier.

Il confie ensuite à Millénaire 3, que des actions de médiation sont prévues¹¹, mais devant les difficultés de positionnement du bailleur et qu'un centre ressource pour l'art et la ville sera créé mais le lieu sera finalement loué à un quatuor classique et les actions menées avec les lycées se limiteront à des expositions. Il conclut finalement : « *on a de bons retours de la population* » mais de quels retours parle-t-il ?

Pour le commissaire artistique du projet, il s'agit que les artistes entrent « *en dialogue avec le public* » car il estime (...) que chaque « *geste* » qui concerne le vivre ensemble doit être (...) le fruit d'un dialogue, d'expériences¹². Cependant lorsqu'il dit que « *la réussite du projet dépendra de la capacité qu'auront les acteurs de nouer des relations régulières et durables avec les habitants du quartier* », il n'inclut pas les artistes. Cette tâche incombe au maître d'ouvrage et aux acteurs culturels : on est donc assez loin de l'idée d'un projet partagé.

Cependant, la distance entre les volontés affichées et la réalité donne lieu à des espaces nouveaux de participation (FLAMAND, NEZ, 2010). Cela peut faire naître une dynamique d'apprentissage mutuel. Ainsi le NTH8 a élaboré à partir d'entretiens d'habitants, avec 8^e Art comme trame, trois pièces de théâtre¹³, même si ici, la parole habitante est utilisée comme matière artistique et non dans l'optique d'une construction commune.

2. Les effets de la participation sur les habitants

Le paradoxe de la participation réside dans le fait que le désir de participer naît d'une mobilisation, d'une lutte ou de résistances, lesquels conduisent à construire un collectif, un commun et à s'organiser. Nous avons ici deux cas très différents, celui du 8^e arrondissement avec une très faible mobilisation habitante et associative et ou finalement l'implantation d'un projet parachuté politiquement n'a soulevé que peu de protestations et dans le second cas une ville avec une vie associative très riche. Il sera intéressant d'analyser les formes de résistances à Vaulx-en-Velin s'il en était pour mesurer le degré d'institutionnalisation de la société civile, car l'organisation dérive généralement vers une formalisation qui oblige à des compromis ramollissent la résistance.

La participation et la mobilisation éloignent finalement du militantisme.

a. Partage et co-conception dans les nouvelles pratiques artistiques

¹⁰ http://www.8e-art.com/projet6_mot.html

¹¹ Interview d'Yvon DESCHAMPS, président de GrandLyon Habitat pour Millénaire 3, mai 2011

¹² Entretien avec Andrea BELLINI, curateur 8^e Art, Millénaire 3, 2008

¹³ *Tomber la façade, Derrière les palissades et Des mots à fleur de béton*

Les nouvelles pratiques se fondent non seulement sur la participation, mais aussi sur le partage d'expertises et de légitimité qui est vue comme le droit « reconnu à un individu d'agir, de parler au nom de certains principes faisant l'objet de controverses ». En effet, « il n'existe pas qu'une seule légitimité (...) l'ensemble des acteurs de ces projets se réclament légitimes, du fait du changement des rapports au pouvoir et aux compétences (...) ainsi les travailleurs socioculturels revendiquent une légitimité d'usage. Les formes de négociation et les lieux se diversifient et l'arène est de moins en moins formelle »¹⁴.

Les artistes s'engagent dans une production qui « peut être ouverte aux populations », elles imposent un changement de posture car le public n'est plus le « subisseur » qui reçoit du contenu culturel, il agit (SHANKLAND, 2012).

Ils sont, tour à tour, héros créant une œuvre-guide, designers éclairés ou initiateurs d'une politique culturelle, proposent une façon de co-concevoir la ville. Comme cela a été expérimenté dans *TRANS 305*, le « faire comme »¹⁵ est un moyen d'explorer et de questionner l'interdisciplinarité. Il ne s'agit pas là d'une imitation d'un savoir-faire, ou d'un « faire semblant », mais de donner à voir esthétiquement, la mise en œuvre invisible de la ville ; il s'agit d'une intercompréhension, d'un inter-apprentissage qui peut progresser vers un processus d'acquisition des langages professionnels : condition nécessaire de la co-construction car cela force l'interlocuteur à « voir comme » (TONNELAT, 2012).

Ainsi, pour l'artiste, l'expérience des autres acteurs n'est pas différente de la sienne mais elle permet d'établir le lien entre les expériences, dans la continuité.

De même, nous dit Thierry Boutonnier, à propos de son projet *Prenez racines !*¹⁶ « c'est en cohabitant avec les espèces que je vis mon art. Je brasse la terre arable durant le chantier (...) avec les habitants de façon à semer des formes qui les relient à ce territoire sensible. Ma volonté est de créer un geste citoyen »¹⁷.

Les nouvelles pratiques favorisent ainsi le pouvoir d'agir local, comme l'explique l'un des parrains d'arbres qui se dit « très concerné par ce genre d'animations qui permettent aux habitants de s'investir dans la vie de leur quartier » ; ou encore cet autre : « je souhaite y « prendre racines » et m'impliquer dans ce qui pourrait contribuer à améliorer notre environnement »¹⁸.

Les pratiques deviennent sociales, citoyennes voire militantes, avec des artistes à la recherche de formes non démagogiques ou politiquement correctes (NEZ, 2010) et mêlées (MACAIRE, 2012).

b. Quelle reconnaissance d'expertises propres ?

Alors qu'il persiste une difficulté pour les autres acteurs d'inclure des profanes en quête de légitimité et leur accorder une reconnaissance qui sont entre souvent vus comme incapables d'intervenir sur le politique et les questions relevant de l'intérêt général, de nombreux artistes sont prêts à s'engager dans une démarche impliquant fortement les habitants

¹⁴ Hélène HATZFELD, *Au nom de quoi ? Légitimités ordinaires et légitimités politiques au cœur de la participation*, Journée d'étude sur les effets de la participation, GIS Démocratie & Participation, octobre 2011

¹⁵ *Marbres d'ici* (TRANS 305) est le résultat de la récupération de gravats sur le chantier placés dans des gabions puis écrasés pour en faire une poudre coulée dans l'interstice d'un banc.

¹⁶ Projet porté par la MJC Laennec et GrandLyon Habitat qui vise à la création d'un lieu écologique de concertation.

¹⁷ http://www.rhone-solidaires.org/files/Dossier_de_presse.pdf

¹⁸ Id.

L'habitant est reconnu comme un expert de l'immédiat et du local, détenteur d'un « savoir d'usage », d'un « savoir ordinaire » ou encore d'une « expertise citoyenne », mais aussi capable de mobiliser un savoir professionnel ou militant, dans certaines circonstances (NEZ, 2013).

Cette demande de légitimité se traduit par l'accroissement de l'expertise propre des habitants, suivie d'une reconnaissance de leur statut politique (RANCIERE, 2000). Selon les théories du développement communautaire (ALINSKY, 1976), les habitants peuvent agir comme un contre-pouvoir favorisé par le progressif désengagement de l'Etat et développer ainsi une capacitation : la compréhension d'une situation et la mise en œuvre, avec d'autres, de moyens d'agir (BACQUE, 2012).

La participation questionne donc la position de soi et du groupe, la représentation et la montée en compétences des citoyens (DEBOULET, 2011).

Mais les expériences menées montrent leurs limites en matière de coproduction de la ville : des résistances persistent surtout face à la montée en compétences des habitants vécue comme une concurrence (NEZ, 2011) et certaines catégories de population peinent à se faire entendre dans ces dispositifs participatifs (NEZ, 2013).

Le projet urbain est donc un système d'intention, une stratégie de développement d'un territoire ou une mise en forme spatiale qui remet en cause la démarche de planification et lui substitue une approche orientée terrain reposant sur la mobilisation et l'adhésion des tous les acteurs y compris les habitants (BIAU, 2009).

Dans des projets urbains qui intègrent de plus en plus la donnée sociale, en tant que processus de mise en relation d'acteurs et de ressources, les artistes de ces nouvelles pratiques donnent à voir le processus de fabrication de la ville.

Les nouvelles pratiques, en questionnant le projet politique, cristallisent des enjeux liés au repositionnement des acteurs, notamment des habitants et des artistes et semblent créer de nouveaux lieux et de nouvelles formes de partage et de participation, à la croisée des champs disciplinaires qui interrogent en profondeur les postures des acteurs.

Sans la vision d'une situation assumée et partagée fondée sur une capacité de contre-expertise, mue par une double dynamique de coopération et de contre-pouvoir (NEZ, 2011), comment asseoir ces légitimités, pour que les acteurs puissent agir ensemble dans l'intercompréhension et comment accompagner cette montée en compétences des habitants ?

Comment le projet peut-il donner lieu à du contre-pouvoir ?

On peut penser que ça a une portée curative et émancipatrice, générer du lien social et favoriser la citoyenneté, or ce sont ces milieux qui génèrent le moins de résistance.

Dans ce contexte, il ne s'agit plus de faire du projet urbain, de planifier et d'aménager, ni de faire de l'urbanisme alternatif mais bien de penser une alternative à cet urbanisme fondé sur des valeurs de compréhension, de confiance et de légitimité, en comprenant que le projet urbain est plus que jamais un projet social.

La principale difficulté est non pas de savoir sur quoi et comment intervenir mais plutôt quand ne pas intervenir, quand et comment laisser les projets émerger et se développer. L'enjeu sera alors de construire un projet urbain tripartite : public / privé et communautaire, fondé sur l'informel, la sérendipité, le local, la petite échelle, le désordre, la rencontre, l'inventivité : l'humain.

Bibliographie

- ALINSKY Saul (1976), *Manuel de l'animateur social*, Points politique Po93, traduction Seuil 1971, 247 p.
- ARDENNE Paul (2002), *Un art contextuel. Création artistique. En milieu urbain. En situation. D'intervention. De participation*, Editions Flammarion, 254 p.
- BACQUE Marie-Hélène, SINTOMER Yves (dir.) (2010), *La démocratie participative inachevée*. Genèse, adaptations et diffusions, Editions Yves Michel, 238 p., pp. 7-17, pp. 79-82, pp. 137-155, pp. 209-228
- BACQUE Marie-Hélène, REY Henri, SINTOMER Yves (2005), "Introduction : La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique ?"
- BACQUE Marie-Hélène (2012), Colloque international « Community organizing », ENTPE, Vaulx-en-Velin
- BIAU Véronique, TAPIE Guy (2009), *La fabrication de la ville. Métiers et organisations*, Editions Parenthèses, 217 p.
- BERTHELEU Hélène, NEVEU Catherine (2005), « Des petits lieux du politique : individus et collectifs dans des instances de débat public, Espace et société n° 123
- BLONDIAUX Loïc, SINTOMER Yves (2002) « l'impératif délibératif », *Politix* (Paris) n°57, pp. 17-36
- BOUCHIER Martine (2012), Séminaire « Lieux et enjeux. Vers une politique culturelle du chantier », ENSA de Paris Val de Seine
- DEBOULET Agnès (2011), *Engagements citoyens et ancrages participatifs dans les quartiers populaires en rénovation*, GIS Démocratie & Participation (ed.), Les effets de la participation, Communications avec actes
- DEBOULET Agnès (dir.) (2010), *La rénovation urbaine entre enjeux citadins et engagements citoyens. La citoyenneté urbaine : forme d'engagement et enjeux de solidarité*, rapport de recherche du PUCA
- DONZELOT Jacques (dir.) (2012), *A quoi sert la rénovation urbaine ?*, PUF, 237 p.
- DONZELOT Jacques, EPSTEIN Renaud, Daniel MOTHE (2006), *Esprit, Forces et faiblesses de la participation*, « La petite démocratie. De la concertation au pouvoir effectif des citoyens », 229 p.
- FABUREL Guillaume (2012) « Les métiers de l'architecture et de l'urbanisme à l'épreuve de l'implication des habitants et des usagers, Rencontres RAMAU, ENSA La Villette
- FREIRE Paulo (2007), *Pedagogy of the oppressed*, New York : continuum.192 p.
- HATZFELD Hélène (2011), *Légitimités ordinaires. Au nom de quoi devrions-nous nous taire ?*, Editions L'Harmattan, 268 p.
- MACAIRE Elise (2012) « Les métiers de l'architecture et de l'urbanisme à l'épreuve de l'implication des habitants et des usagers, Rencontres RAMAU, ENSA La Villette
- NEVEU Catherine (2011), *Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ?*, Participations, n°1, pp.186-208.
- NEZ Héloïse (2013), Café Géo « A qui sert la démocratie ? », Centre social du Sanitas à Tours, mise à disposition par l'Université de Tours
- NEZ Héloïse (2011), *Les effets de la participation dans la fabrication de la ville*, Journée d'étude sur les effets de la participation, GIS Démocratie & Participation
- NEZ Héloïse (2009), *La mobilisation des savoirs citoyens dans les dispositifs d'urbanisme participatif*, Premières Journées d'études sur la participation du public et la démocratie participative, GIS Démocratie & Participation
- POQUET Guy (2001), *Démocratie de proximité et participation des habitants à la politique de la ville. De la promiscuité des cages d'escalier à la reconnaissance du citoyen-usager*, CREDOC
- RANCIERE Jacques (2000), *Le partage du sensible*, Editions La Fabrique, 80 p.
- SHANKLAND Stefan (2012), Séminaire « Lieux et enjeux. Vers une politique culturelle du chantier », ENSA PVS
- TONNELAT Stéphane (2012), Séminaire « Lieux et enjeux. Vers une politique culturelle du chantier », ENSA PVS

